

# Reprendre le politique en main... contre l'État ?

*Revue nouvelle*

L'appareil d'État est, depuis ses origines, l'objectif de l'immense majorité des engagements politiques, sa conquête assurant de disposer de leviers majeurs pour diriger la société. Certes, les modalités de conquête ont varié au fil du temps. Les révolutions bourgeoises et l'avènement consécutif des démocraties censitaires, ont ainsi assuré aux seuls contribuables – les membres de la bourgeoisie et de l'aristocratie –, la maîtrise des institutions politiques et de l'administration ; l'avènement de l'État social, conséquence de la conquête du suffrage universel masculin par le prolétariat fut, quant à lui, caractérisé par de nouvelles formes d'administration, prodiguant les services dont elle avait besoin à une population toujours plus large. Cet État social rassemblait sous son autorité les formes coopératives d'assurance sociale (maladie, invalidité, chômage, retraite) issues de l'auto-organisation des travailleurs. Il marquait une victoire majeure en faisant contribuer les nantis au bien-être des plus pauvres. Parallèlement, en étendant son emprise sur la société, il développait des politiques universelles assurant à l'ensemble de la population des services en matière

de santé, d'infrastructures, d'enseignement, d'organisation économique, etc.

Le formidable dynamisme économique auquel il contribua fit la fortune des plus riches au point de leur faire perdre de vue qu'une part du gâteau leur échappait. Il ne fallut bien entendu pas longtemps pour qu'ils s'en aperçoivent et les crises économiques qui se sont succédé à un rythme toujours plus pressé furent l'occasion de remettre en question le compromis social-démocrate.

Dès lors que la crise transformait les demandeurs (de main-d'œuvre, de nouveaux marchés, d'infrastructures) en pourvoyeurs (d'emploi, de retombées fiscales, de contributions sociales), le rapport de force s'inversait et rendait possible la revendication néolibérale de moins d'État (social). C'est ainsi que, à longueur d'année, on nous répète que nous avons bien de la chance d'avoir des riches pour s'occuper de nous, pour faire ruisseler sur nous une part de leur manne céleste, comme autrefois on remerciait le roi de toucher nos écrouelles, le comte de nous jeter quelques piécettes à la sortie de la messe ou le marquis de prendre notre petit dernier comme page. Depuis les années 1970,

la logique néolibérale permet aux élites socioéconomiques de retirer progressivement leurs billes du pot commun et de travailler à leur enrichissement exclusif.

Nous en sommes ainsi venus à supporter que l'on présente les cotisations sociales comme des charges, quand elles sont un salaire différé, les bénéficiaires d'allocations comme des assistés, quand ils sont des assurés, l'impôt comme un instrument de vol, quand il est l'irremplaçable source d'une redistribution minimale.

Ramener l'appareil d'État aux seules fonctions qui serviraient à maintenir un ordre favorable aux entrepreneurs et aux mieux nantis, tel semble être l'objectif de la droite... mais aussi d'une gauche en plein désarroi idéologique et qui s'est résolue à faire les poubelles de la première pour y récupérer quelques rogatons. Une nuance, cependant : les plus riches, aujourd'hui, n'ont même plus l'intention de financer l'appareil d'État qui les sert. La fiscalité touche en effet actuellement d'autant plus les gens qu'ils tirent leurs revenus de leur travail... ce qui représente une part minoritaire des ressources des élites socioéconomiques.

C'est dans ce contexte, avec une coalition cohérente aux affaires au fédéral, que se développent de nouvelles modalités de prise en charge du bien commun. La Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés en est un exemple frappant, elle qui coordonne notamment l'accueil des migrants par des particuliers pour leur éviter l'indignité d'une vie dans la rue. En obéissant collectivement à un impératif catégorique d'accueil des personnes les plus faibles, des citoyens suppléent à la non-intervention de l'État. Celui-ci est paralysé par un personnel politique qui, d'une part, craint de se montrer humain tant il capitalise sur la haine et le rejet, d'une part, et, d'autre part, est acquis à des idées droitières opposées à la tradition libérale d'accueil des opprimés

du monde entier (victimes, notamment, de l'intolérable oppression communiste) et de libre circulation des individus.

Comme dans d'autres dossiers, à l'exemple de ceux relatifs aux problématiques environnementales et énergétiques, la tentation peut être forte d'abandonner l'ambition de conserver à l'État son rôle de vecteur principal de justice sociale et de bien-être pour le plus grand nombre. Sans pour autant adhérer aux fables mettant en scène la main invisible du marché et la transformation des vices individuels en vertus collectives, sans accorder crédit à la geste des égoïstes magnifiques, méprisant les valeurs les plus fondamentales de nos sociétés au nom de la production de richesses et de la réussite sociale, nous pourrions songer à laisser l'État aux mains des *self made men* de la reproduction sociale qui, fiers de leur myopie, se glorifient de leurs bilans comptables et de leurs coupes budgétaires. Nous pourrions alors chercher à développer des politiques (au sens le plus noble du terme) de solidarité bien plus horizontales que sous le règne de l'État social.

Cela reviendrait à prendre acte de la mort du politique dans un cadre étatique et à prendre notre parti du tournant gestionnaire des dernières années. Ne pouvons-nous, après tout, donner de nous-mêmes, financer, organiser, soutenir idéologiquement et moralement des initiatives qui concrétisent nos idéaux démocratiques et humanistes ? Certainement ! Du moins, dans la mesure des moyens financiers qu'on nous laisse et du temps que nous pouvons y consacrer. En cela, l'accueil des migrants est caractéristique : il signe le refus du discours de peur qui, aujourd'hui, domine le débat des professionnels de l'exercice du pouvoir. Il marque la volonté de recevoir chez soi, dans son intimité, l'opprimé et le déclassé, non

seulement comme geste de charité, mais également comme agir politique et comme refus de l'organisation sociale actuelle. En cela, ces actions sont à la limite de la désobéissance civile et pleinement dans la contestation politique.

Faut-il, alors, aller plus loin et prendre en charge de semblable manière les soins médicaux, l'hébergement, la nourriture et la vêtue des plus faibles, renonçant de facto aux bienfaits de la sécurité sociale et des droits fondamentaux, en ce compris, des droits économiques et sociaux ?

C'est peut-être ce à quoi nous pourrions être contraints au fil du détricotage des protections sociales, comme nous le sommes face à l'indifférence criminelle de l'État pour le sort des réfugiés. Mais, à long terme, de quel avenir cette option est-elle porteuse ? D'un retrait de l'État ? D'un État réduit à ses fonctions utiles aux élites ? Non, tant serait aigu le risque que les travailleurs et les consommateurs les plus faibles soient les parfaits dindons de la farce, soumis à un État instrumentalisé par les puissants, financé par eux et ayant abandonné les missions sociales susceptibles d'assurer d'une vie digne le plus grand nombre.

Acquiescer au désinvestissement étatique ne mènerait à rien d'autre en l'absence d'inversion du rapport de force socioéconomique qui seul pourrait permettre de contraindre les puissants à financer, via des hausses de salaires, des politiques de solidarités horizontales. C'est exactement l'inverse qui se produit actuellement. En l'absence d'État régulateur, il est illusoire d'imaginer un tel renversement sans une lutte sociale rude, voire violente. Hors de ce scénario, ce vers quoi nous serions vraisemblablement emmenés, c'est un système de double contribution : via l'impôt, au fonctionnement d'un État régalien aussi couteux que l'État social

qu'il remplace, et, via des contributions volontaires, à la solidarité horizontale. Pire encore, l'appareil d'État ainsi abandonné pourrait transformer encore davantage ses institutions d'aide en organes de contrôle des démunis et des personnes désinsérées, voire, comme cela s'annonce clairement, en instrument de répression des solidarités.

Par ailleurs, « faire sans l'État » n'est pas une sinécure, tant s'en faut. Il faut en effet éviter de tomber dans le piège néolibéral des discours sur son inutilité. Il continue de nous rendre d'immenses services, notamment sur le terrain des politiques sociales, culturelles, d'éducation, etc. Il n'est que d'examiner les exemples étrangers où l'appareil d'État est moins développé pour se rendre compte qu'il faut se garder de lâcher la proie pour l'ombre. Il est illusoire de penser que l'on pourrait assurer un maintien de notre bien-être actuel, fût-il en régression, sans recourir à l'État. Les services dont nous bénéficions furent en effet conçus et mis en place en même temps que l'organisation étatique à même de les prendre en charge. À un niveau de service inédit correspond un type d'État inédit, l'un ne peut se penser sans l'autre. La droite l'a bien compris, elle qui critique l'État pour miner les services. Dès lors, renoncer au premier implique de faire son deuil des seconds.

De ce fait, si les actions actuellement développées par la société civile présentent un côté contestataire — notamment parce qu'elles affaiblissent, dans la population, la doctrine de la peur qui sert de vecteur aux idées de la droite conservatrice — elles portent aussi en elles le risque du passage d'une solidarité verticale à une charité horizontale, réalisant par là un des vœux les plus chers des puissants : laisser le soin aux pauvres à la charge exclusive des moins pauvres et se retirer de tout système de redis-

tribution. Dans un pays où les politiques qui ont réduit les niveaux de protection sociale peuvent se pavaner dans le cube de Viva For Life avec un chèque de 100 000 euros, on n'est pas à l'abri de voir des ministres servir des repas à des migrants qu'ils auront contribué à précariser... sous l'objectif des caméras, toujours prêtes à capter la beauté de la charité, plutôt que la justice de la solidarité.

Peut-être, entre l'investissement classique dans l'État et son abandon à la médiocrité de ses gestionnaires actuels (de gauche comme de droite), faut-il envisager une troisième voie. Ce ne serait, bien entendu, pas celle de la trahison blairiste, mais celle reposant, d'une part, sur la démonstration de la simplicité de la solidarité par une militance de l'action complétant adéquatement celle du tract et de la réflexion, et, d'autre part, sur la « repolitisation » des populations au travers de modes d'action radicalement démocratiques et coopératifs.

C'est à ce prix, sans doute, que l'on pourra renommer les acteurs du jeu politique, les citoyens devenant, comme il se doit en démocratie, les vrais politiciens, tandis que ceux qui s'arrogent aujourd'hui ce titre seront désignés pour ce qu'ils sont : de simples gestionnaires.